

Bourgogne-Franche-Comté
Bourgogne-Franche-Comté

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & BÂTIMENT DURABLE

BILAN ANNUEL 2018



Vue d'ensemble

Bourgogne-Franche-Comté

France

Contexte économique	2017	Évolution	2018	2017	Évolution	2018
Chiffre d'affaires Bâtiment Bilan annuel (€ courants)	4,94 Md€	▲ +2,3%	5,05 Md€	140,4 Md€	▲ +1,8%	142,9 Md€
Logements mis en chantier Situation à fin d'année (évol 1 an), en date réelle estimée	11 171 lgts	▲ +3,7%	11 585 lgts	437 434 lgts	▼ -4,4%	418 546 lgts
Potentiel de logements	Taux			Taux		
Logements vendus ou loués avec un DPE >D Part à fin 2018	81%			61,9%		
Logements vacants RP 2015	9,7%			8%		
Dispositifs d'incitation	2017	Évolution	2018	2017	Évolution	2018
Travaux liés au CITE Bilan à fin d'année (montant éligible)	356 M€	▲ +21,7%	433 M€	6 539 M€	▲ +18%	7 710 M€
Ménages bénéficiaires du CITE Bilan à fin d'année	63 927	▲ +13,8%	72 809 ménages	1 227 560 ménages	▲ +13,7%	1 396 272 ménages
Nombre d'Éco-PTZ Bilan à fin d'année	1 386 prêts	▼ -24%	1 060 prêts	59 618	▼ -23%	18 370 prêts
Rénovations Habiter Mieux Situation à fin d'année Cumul 12 mois (évol 1 an)	3 467 lgts	▲ +5,2%	3 647 lgts	52 266 lgts	▲ +19,2%	62 335 lgts
Nombre d'Éco-PLS Bilan à fin d'année	2 296 prêts	▼ -29%	1 634 prêts	59 618 prêts	▼ -27%	43 409 prêts
Labellisations énergétiques	2017	Évolution	2018	2017	Évolution	2018
Logements avec demande de labellisation >RT 2012 Bilan à fin d'année	854 lgts	▼ -14%	734 lgts	60 212 lgts	▲ +5%	63 415 lgts
Nombre de logements engagés dans démarche de qualité environnementale Bilan à fin d'année	712 lgts	▲ +2%	728 lgts	62 535 lgts	▲ +8%	67 358 lgts
	Taux			Taux		
Part de bâtiments tertiaires engagés dans une labellisation énergétique Bilan 2007-2018 - par rapport aux surfaces autorisées	1,2%			4,4%		
Part de bâtiments tertiaires engagés dans une certification NF HQE Bilan 2007-2018 - par rapport aux surfaces autorisées	1,7%			6,2%		
Mobilisation des entreprises	2017	Évolution	2018	2017	Évolution	2018
Part d'établissements RGE Bilan fin d'année	19,7%	▼ -1,9 pts	17,8%	11,5%	▼ -0,9 pt	10,6%
Nombre d'établissements RGE Bilan à fin d'année	4 019 étbts	▼ -9,9%	3 623 étbts	65 520 étbts	▼ -8,2%	60 143 étbts

Sommaire

L'environnement socioéconomique

p. 4

- ▶ Une reprise d'activité en 2018 et une année 2019 incertaine
- ▶ Des logements loués ou vendus encore très énergivores

Les leviers à la transition énergétique dans le Bâtiment

p. 6

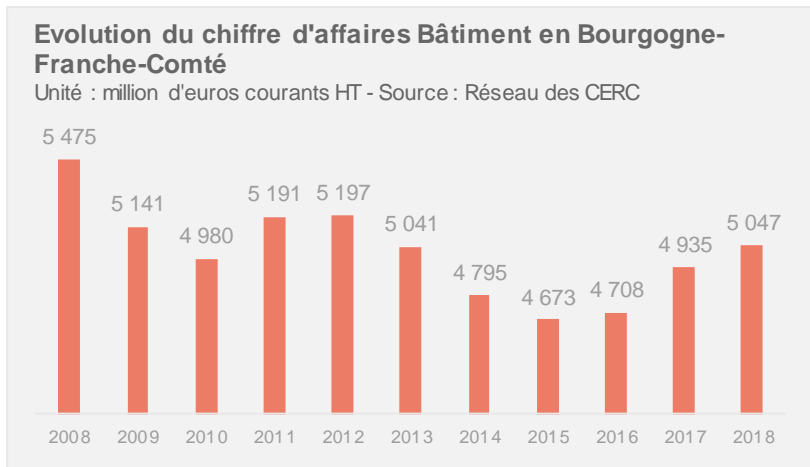
- ▶ Le bilan des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique
- ▶ Un recours au CITE supérieur à la moyenne nationale
- ▶ L'isolation thermique principal domaine d'action dans le cadre du CITE
- ▶ Sur le parc neuf, des labellisations énergétiques et environnementales concentrées sur certains territoires
- ▶ Quelques disparités géographique pour le CITE
- ▶ Chute du nombre d'Éco-PTZ au niveau régional et national
- ▶ Confirmation de la reprise des rénovations Habiter Mieux
- ▶ Les éco-PLS en recul mais néanmoins fortement utilisés
- ▶ Manque d'intérêt pour les labellisations énergétiques des logements
- ▶ Stabilisation des démarches de qualité environnementale
- ▶ Aucune labellisation dans le tertiaire en 2018

La mobilisation des professionnels

p. 16

- ▶ Une couverture en établissements RGE importante et uniforme
- ▶ Adéquation de l'offre à la demande chez les professionnels RGE
- ▶ Stabilité des signes RGE pour les maîtres d'œuvre
- ▶ Pic de la formation FEEBAT en 2014

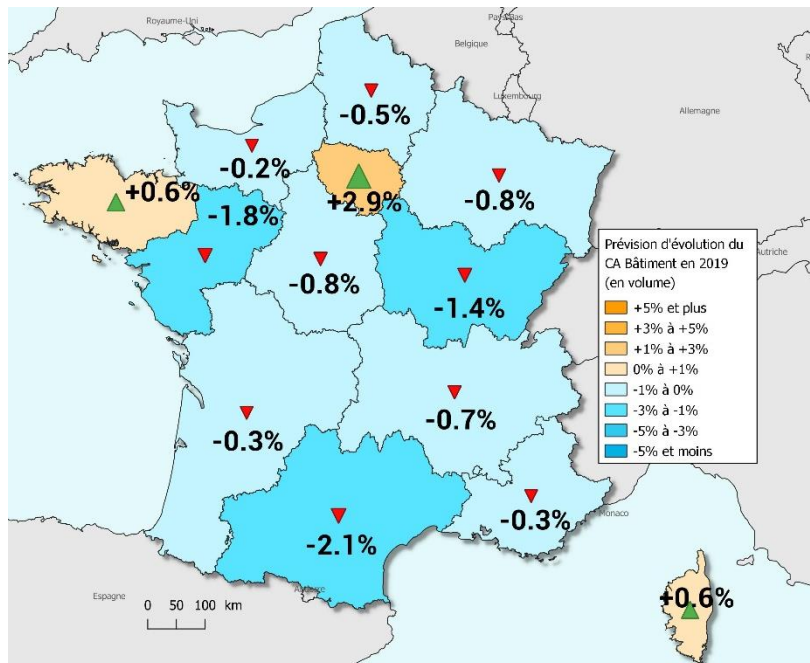
Une reprise d'activité sensible en 2018 et une année 2019 incertaine



Chiffre d'affaires 2018

Bourgogne-Franche-Comté	France
5 Md€	142.9 Md€
+2,3%	+1.8%

Prévisions régionales d'évolution du chiffre d'affaires Bâtiment en 2019 (Prévisions effectuées en Juillet 2019)



L'année 2018 suit la tendance amorcée en 2016 avec un retour de l'activité à un niveau pré-2014 et dépasse la barre symbolique des 5 milliards d'euros.

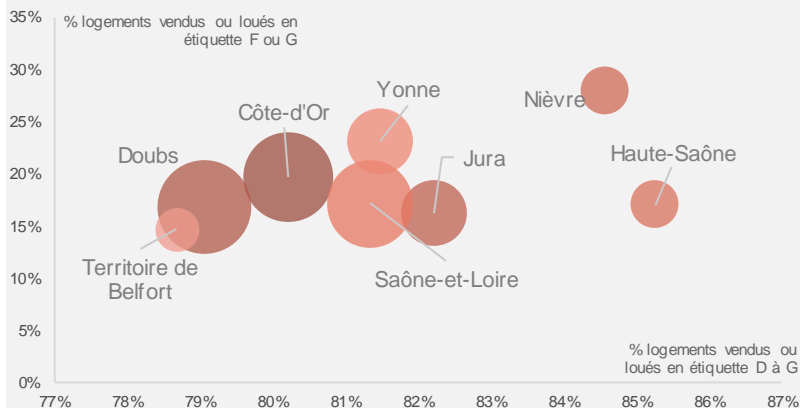
Consolidation en 2018 mais prévision de retrait en 2019

2019 semble être engagé dans un recul qui doit être confirmé notamment dans l'entretien-rénovation pour la deuxième partie de l'année.

Des logements loués ou vendus encore très énergivores

Représentation des logements mis en vente ou en location énergivores et très énergivores selon les départements

Unité : nombre de logements mis en vente ou en location
Sources : CERC / Observatoire DPE - ADEME



Taille des bulles proportionnelle au nombre de logements mis en vente ou en location en étiquette D à G

Logements vendus ou loués en étiquette D,E,F ou G (Bilan à fin 2018)

Bourgogne-Franche-Comté	France
81%	61,9%

Les diagnostics de Performance Énergétique (DPE) permettent de visualiser l'état général du parc de logements en matière de rénovation énergétique.

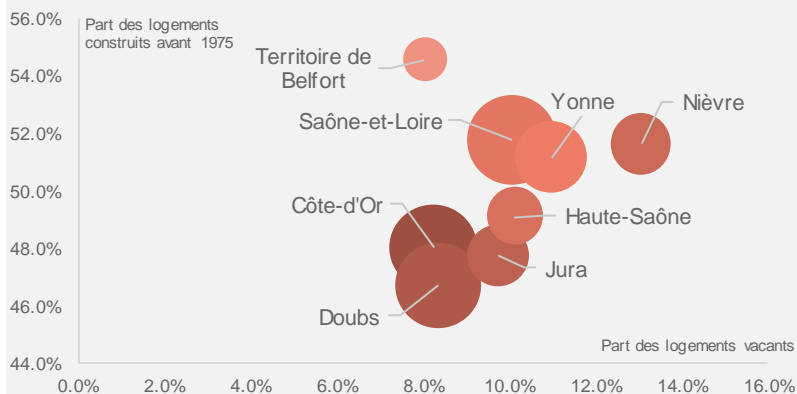
Plus de 80% des logements loués ou vendus de la région ont une étiquette égale ou supérieure à D

Ce taux est supérieur de près de 20 points à la moyenne nationale.

Pour les logements très énergivores (étiquettes F et G), 18,6% des logements loués ou vendus sont concernés en région.

Typologie des départements selon la vacance et l'ancienneté du parc de logements

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / INSEE RP 2015



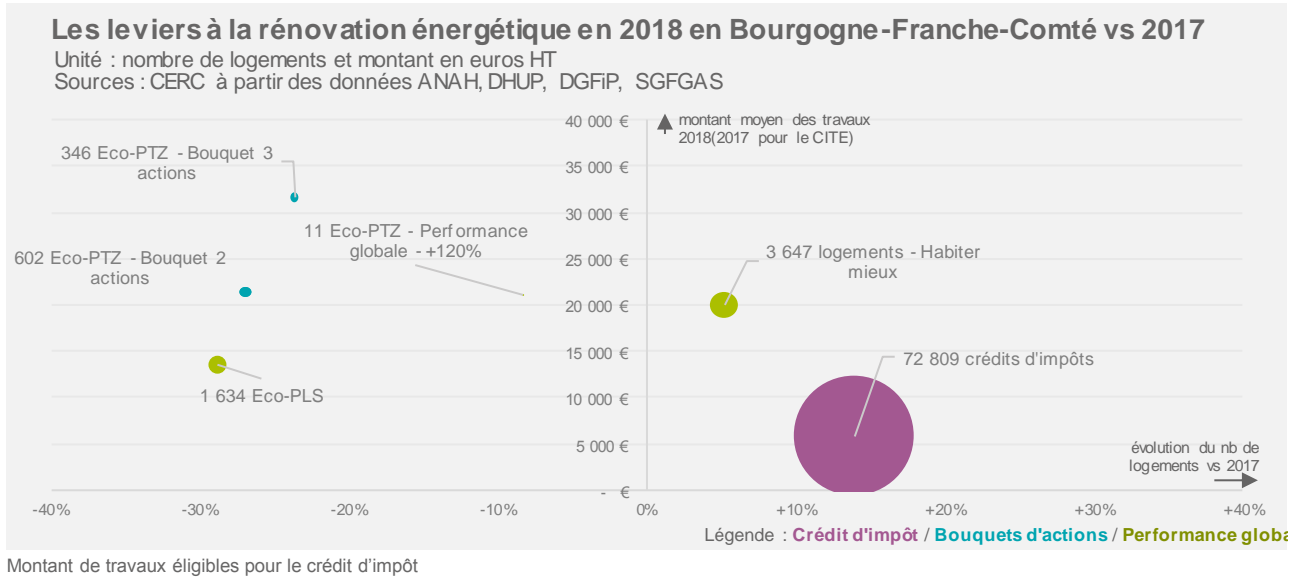
Part des logements vacants INSEE RP 2015

Bourgogne-Franche-Comté	France
9.7%	8.0%

Près de la moitié du parc de logements construit avant 1975

La part de logements anciens est élevée en Bourgogne-Franche-Comté : 767 000 logements datent d'avant 1975 et sont donc plus susceptibles de nécessiter des travaux de rénovation énergétique.

Le bilan des dispositifs d'aide à la rénovation énergétique



Le Crédit d'impôt clé de voûte de la politique d'incitation

Le CITE reste le levier favori des particuliers pour des actions de rénovation

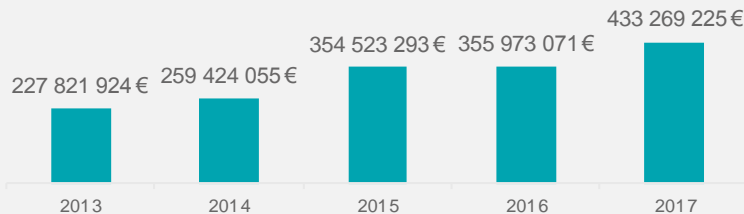
énergétique. Avec un montant de travaux éligibles moyen peu élevé, celui-ci a été utilisé par près de 73 000 ménages. Hormis le dispositif Habiter Mieux, les aides permettant des rénovations plus ambitieuses sont en recul (Eco-PTZ et Eco-PLS).

Un recours au CITE supérieur à la moyenne nationale

Montant des dépenses éligibles dans le cadre d'une demande de crédit d'impôt

Unité : €

Source : Traitement CERC / DGFiP



2015 : y compris dépenses réalisées en bouquets de travaux 2014-2015

Ratio du nombre de foyers ayant demandé un crédit d'impôt sur les propriétaires occupants

Bourgogne-Franche-Comté

9.2%

France

8.5%

Après une année de stabilité, le montant de dépenses éligibles dans le cadre du CITE est en pleine croissance en 2017 (+21,7%).

433 M€ de travaux concernés par le CITE

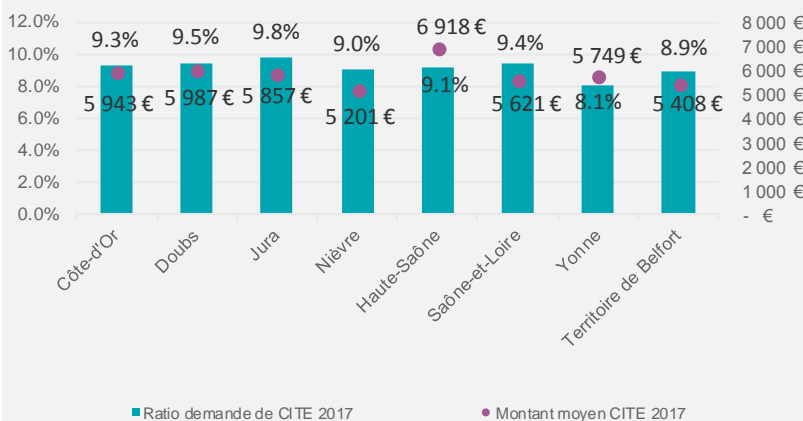
9,2% des foyers éligibles en région ont eu recours à ce dispositif pour un montant moyen en hausse (5 855 € contre 5 568 € en 2016).

Au niveau départemental, certaines disparités se font jour. Ainsi, l'Yonne se démarque par son recours plus faible au dispositif (8,1% contre 9% et plus pour les autres départements) tandis que la Haute-Saône connaît un montant de travaux éligibles moyen élevé (6 918 €).

Part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt et montant moyen des dépenses éligibles selon les départements en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : % de propriétaires occupants ; montant en €

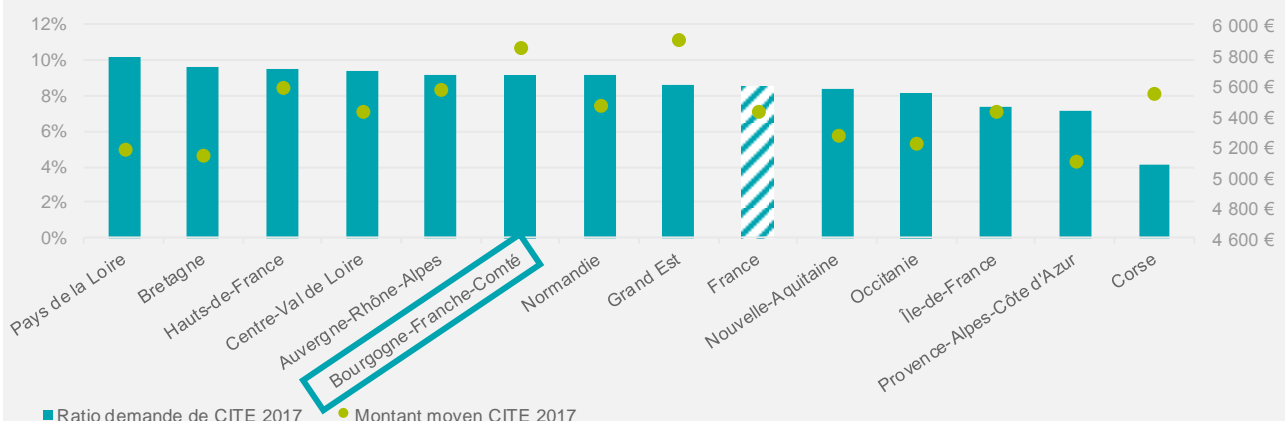
Source : Traitement CERC / DGFiP et INSEE RP15



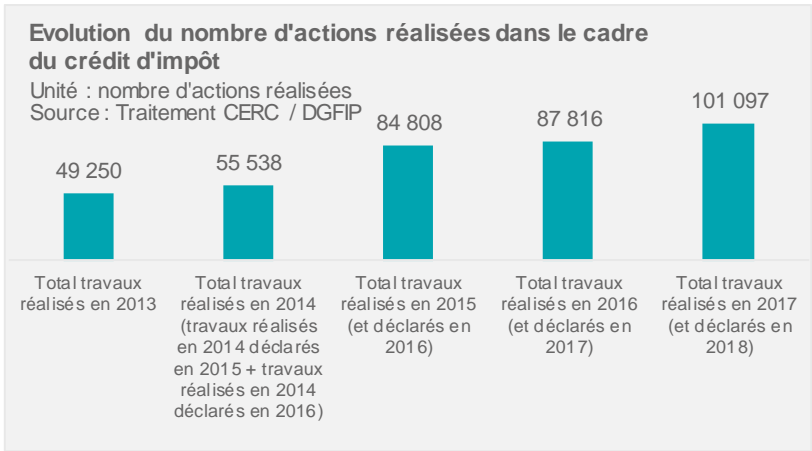
Part des propriétaires occupants ayant demandé un crédit d'impôt et montant moyen des dépenses réalisées selon les régions

Unité : % de propriétaires occupants ; montant en €

Source : traitements CERC / DGFiP et INSEE RP15

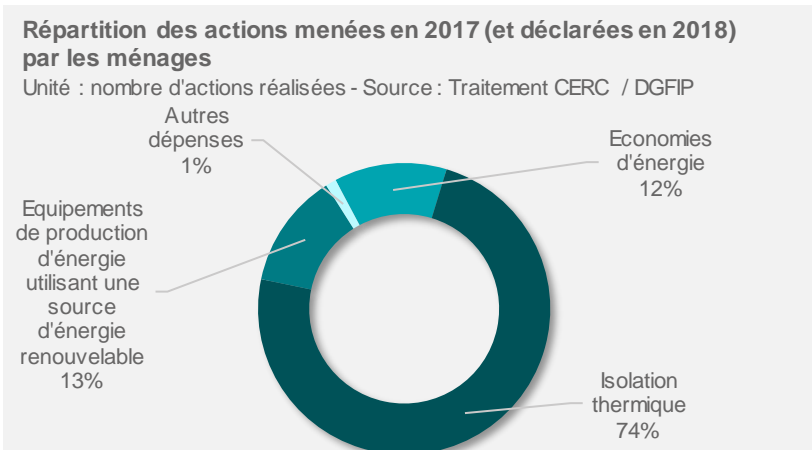


L'isolation thermique principal domaine d'action dans le cadre du CITE

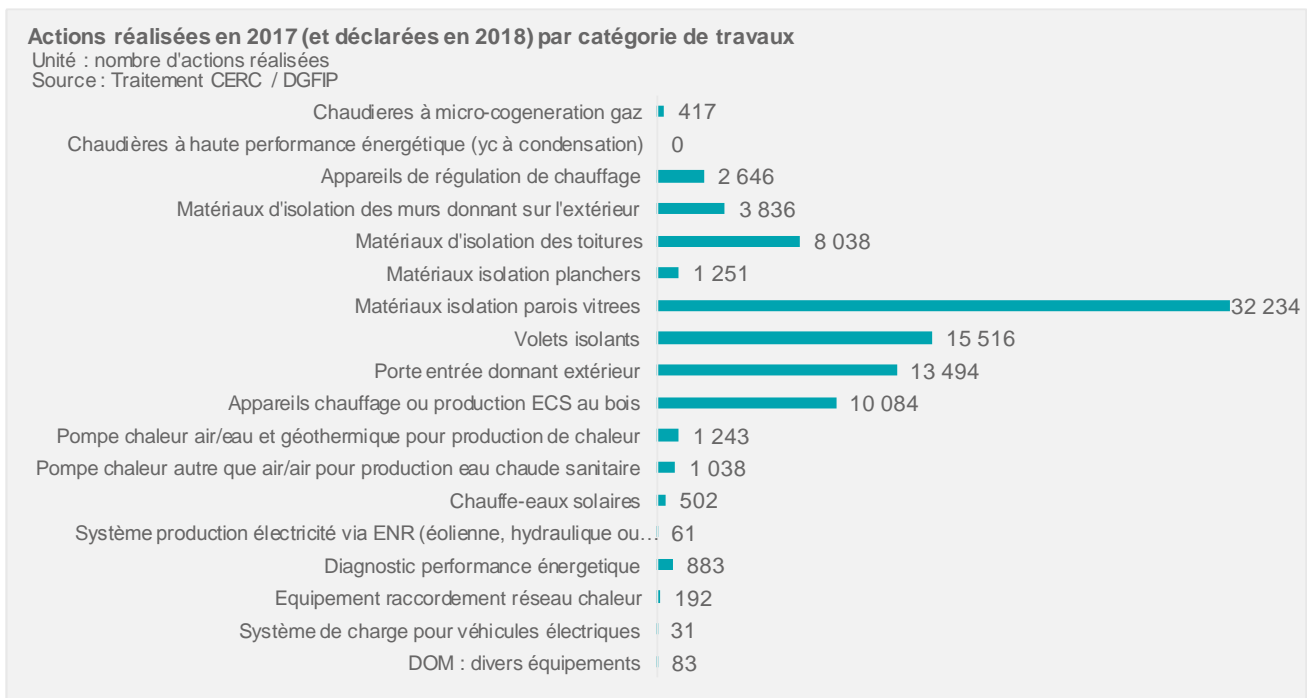


Le nombre d'actions réalisées dans le cadre du CITE a bondi de 15% en un an. L'amélioration de l'isolation thermique reste le principal domaine d'application de ce dispositif (74% des actions)

Plus de 13 000 actions supplémentaires en 2017

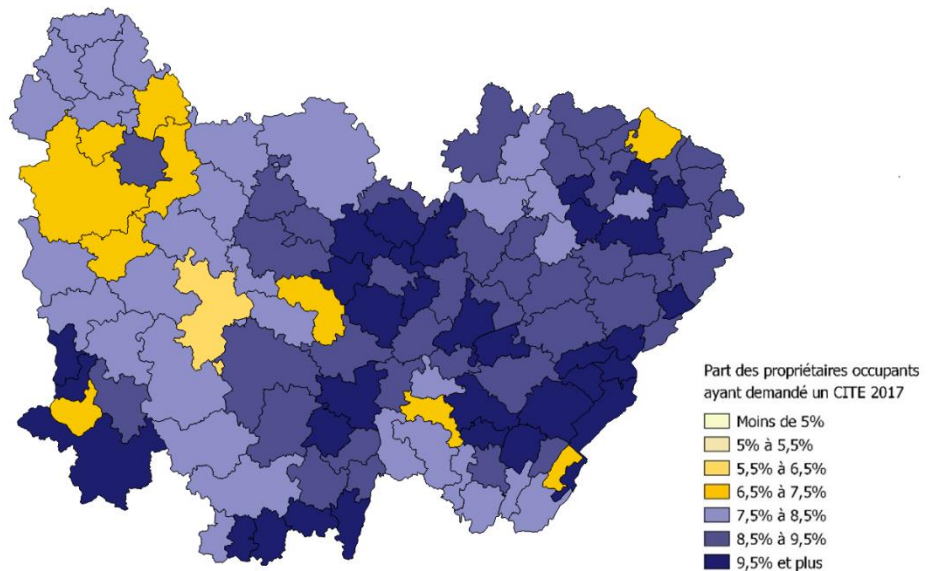


L'isolation des parois vitrées est en tête des actions les plus couramment effectuées (32 234 actions) devant les volets isolants (15 516) et l'isolation des portes d'entrée (13 494). L'amélioration des systèmes de chauffage est également dans une tendance ascendante (près de 20 000 actions pour les chaudières à bois ou à haute performance énergétique).

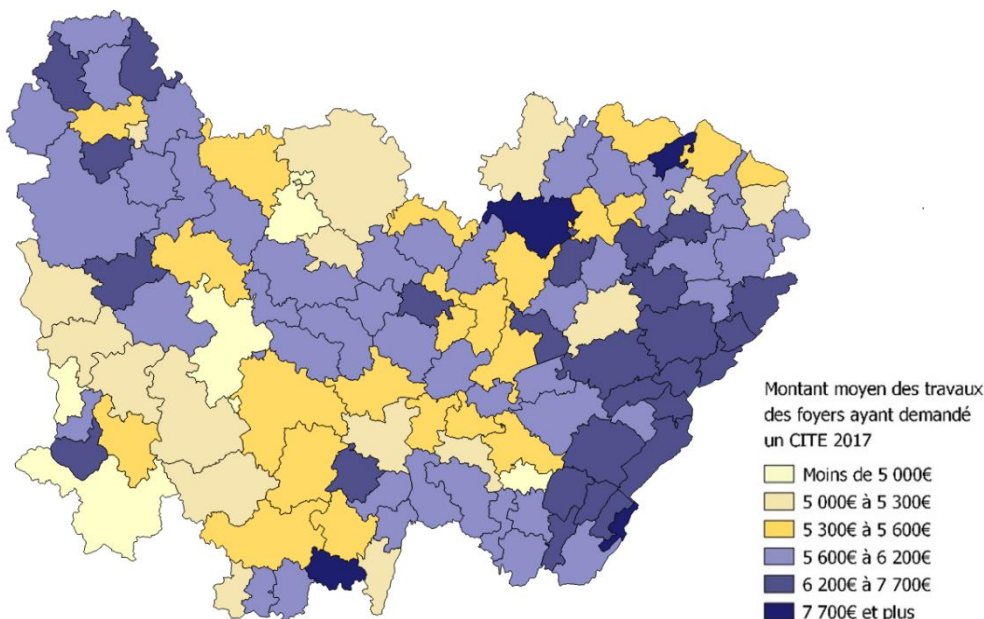


Quelques disparités géographique pour le CITE

Part des propriétaires occupants ayant demandé un CITE 2017 par EPCI



Montant moyen des dépenses éligibles effectués par les foyers ayant demandé un CITE 2017 par EPCI

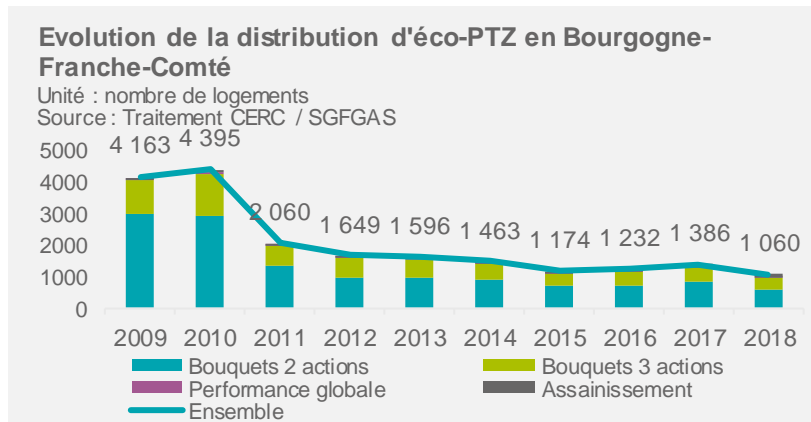


La répartition géographique du recours au CITE laisse paraître certaines disparités.

Un recours et un montant moyen non uniformes pour le CITE

Ainsi, les alentours de l'agglomération auxerroise se démarquent par un recours légèrement moins fréquent au CITE.

Chute du nombre d'Éco-PTZ au niveau régional et national



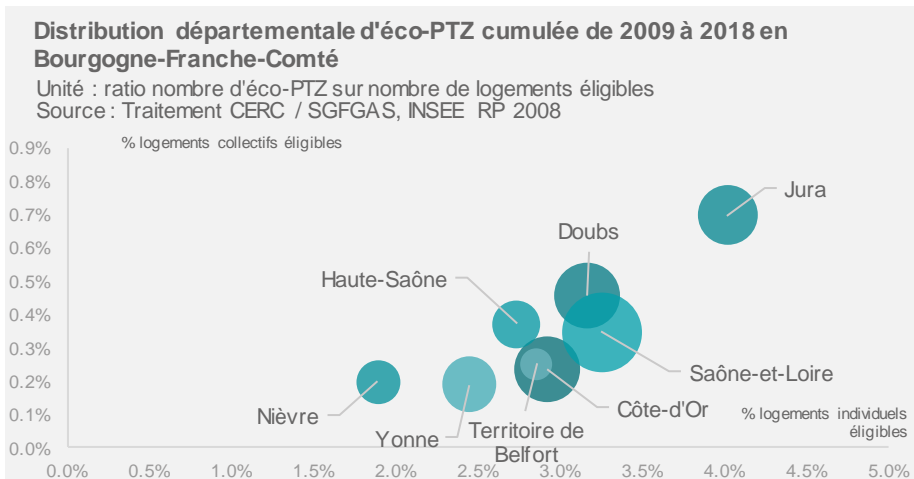
Nombre d'Éco-PTZ distribués en 2018 (Evol. 1 an)

Région	Nombre d'Éco-PTZ	Évolution
Bourgogne-Franche-Comté	1 060	-24%
France	18 370	-23%

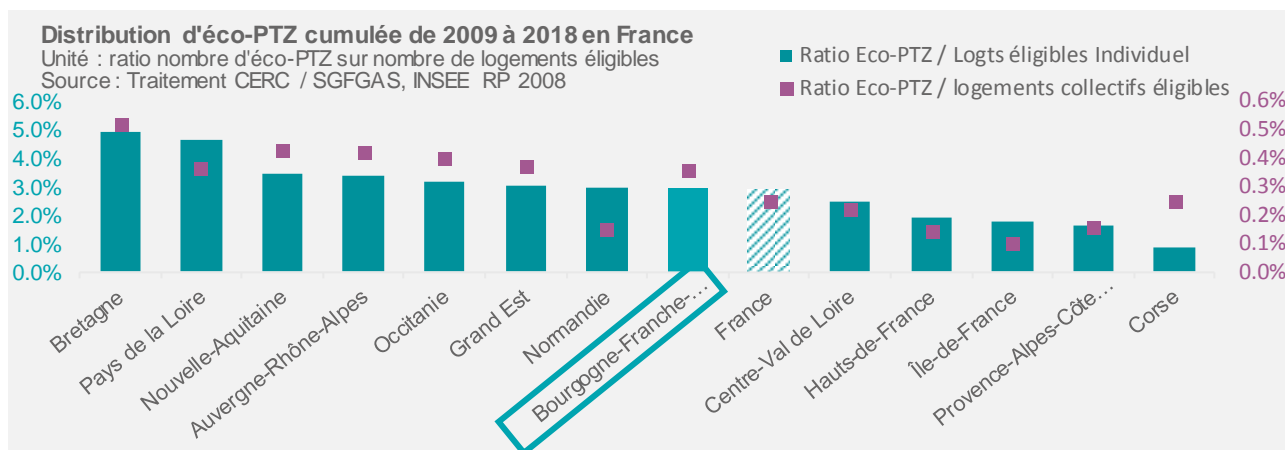
Recul du nombre d'Éco-PTZ en Bourgogne-Franche-Comté

1 060 Éco-PTZ ont été distribués en 2018 en région (-24% sur un an). Ceux-ci sont majoritairement composés de bouquets de deux actions (602 prêts) ou de trois actions (346 prêts). Seuls 11 Éco-PTZ Performance Globale ont été distribués.

Avec 4 459 prêts distribués depuis 2009, la Saône-et-Loire est le département le plus représenté dans ce dispositif. Cependant, si l'on met en rapport le nombre de prêts et le nombre de logements éligibles, le Jura est le département où l'Éco-PTZ est le plus prégnant.



Taille des bulles proportionnelle au nombre d'Éco-PTZ distribué depuis 2009

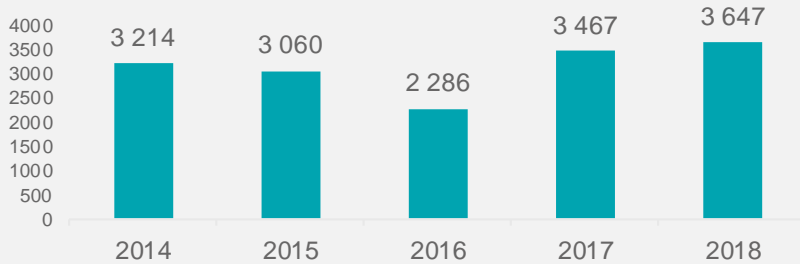


Confirmation de la reprise des rénovations Habiter Mieux

Evolution de la rénovation dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Bourgogne-Franche-Comté de 2014 à 2018

Unité : nombre de logements

Source : Traitement CERC / Source ANAH



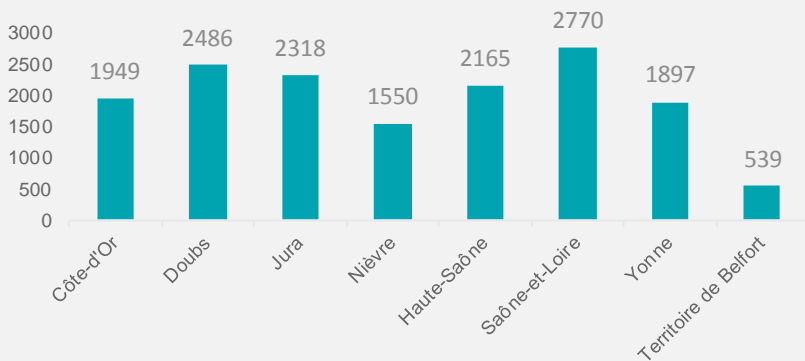
Nombre de logements rénovés via le programme en 2018 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
3 647	62 335
+5,2%	+19,2%

Rénovation départementale dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Bourgogne-Franche-Comté de 2014 à 2018

Unité : nombre de logements

Source : Traitement CERC / Source ANAH



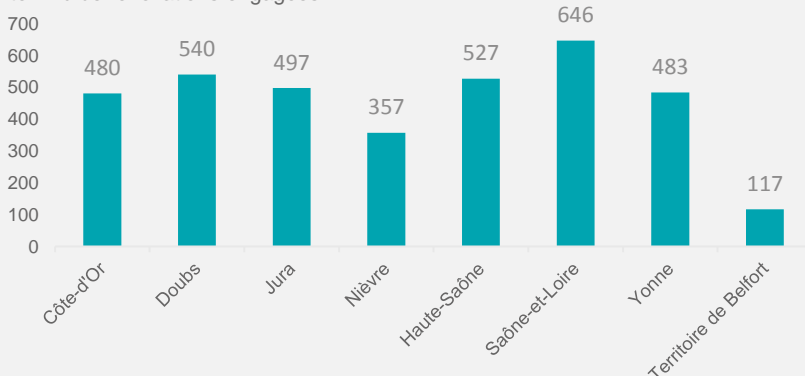
Après une année 2017 en forte croissance, le nombre de rénovations Habiter Mieux continue d'augmenter (3 647 rénovations en 2018 soit +5,2%) et atteint son plus haut niveau depuis 2014. La région Bourgogne-Franche-Comté est classée au premier rang national pour la réalisation des objectifs et au second rang en comptant les copropriétés (DREAL-CR2H).

Hausse de 5,2% des rénovations Habiter Mieux

A l'échelon départemental, le dispositif est proportionnellement plus mobilisé dans le Jura et la Haute-Saône que dans les autres départements. La Côte-d'Or étant le département qui mobilise le moins ce dispositif.

Rénovations par département dans le cadre du programme Habiter mieux de l'ANAH en Bourgogne-Franche-Comté en 2018

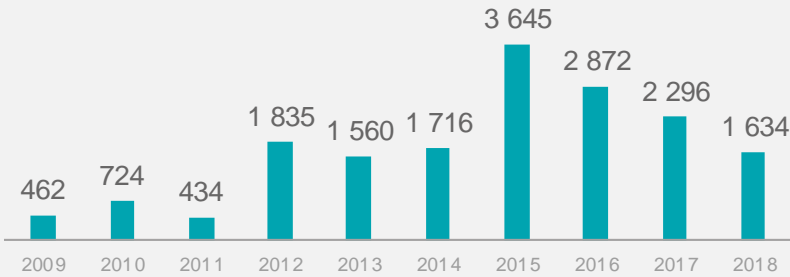
Unité : Nb de rénovations engagées



Les éco-PLS en recul mais néanmoins fortement utilisés

Nombre d'éco-PLS engagés en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : nombre de prêts engagés
Source : Traitement CERC / DHUP

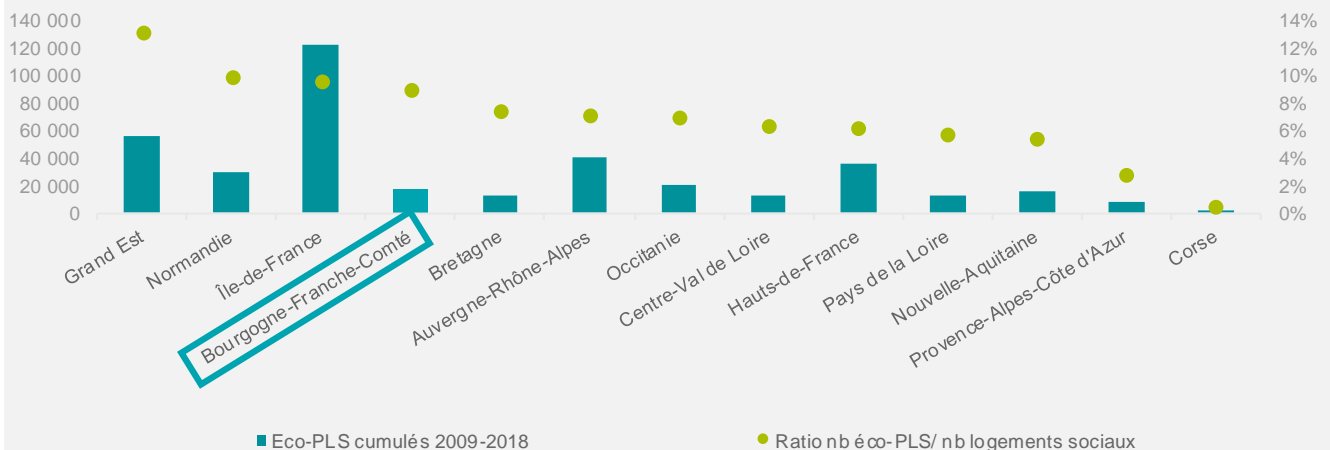


Nombre de logements engagés éco-PLS en 2018 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
1 634	43 409
-29%	-27%

Logements sociaux engagés dans une rénovation via un éco-PLS entre 2009 et 2018 en France métropolitaine

Unité : nombre de prêts engagés ; ratio sur le nombre de logements sociaux
Source : Traitement CERC / DHUP, RPLS 2018



En retrait de 29% par rapport à 2017, le recours à l'Éco-PLS en région suit la tendance nationale (43 409 logement ; -27%)

Malgré ce constat, la Bourgogne-Franche-Comté reste à un niveau de mobilisation très élevée au regard de la taille de son parc de logements sociaux (4^{ème} région en termes de proportion de logements concernées).

9% des logements sociaux ont fait l'objet d'un Éco-PLS depuis 2009

Le dispositif Effilogis porté par l'ADEME et le Conseil Régional a également apporté un support à la rénovation énergétique de logements sociaux tant financier (6 M€ de subventions pour 121 M€ de travaux réalisés en 2017 et 2018) que technique

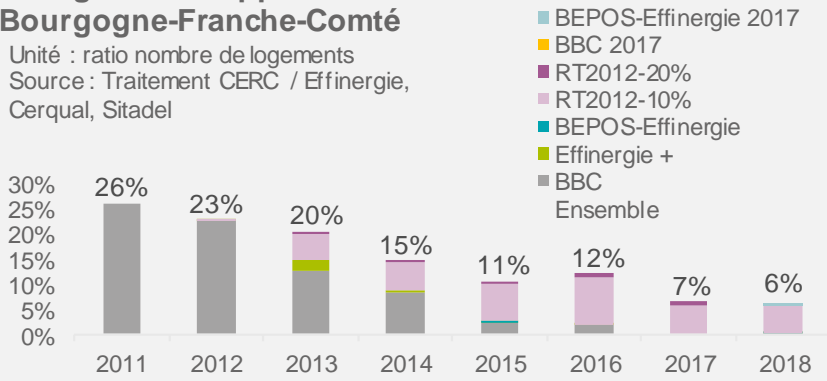
Nombre de logements rénovés soutenus en phase travaux avec objectifs BBC-Effinergie en région

2017	2018
1201	2571

Manque d'intérêt pour les labellisations énergétiques des logements.

Evolution des demandes de labellisation énergétique de logements rapportées aux autorisations en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / Effinergie, Cerqual, Sitadel



Nombre de logements avec demande de labellisation énergétique > RT 2012 en 2018 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
734	63 415
-14%	+5%

Hors Cequami en 2017

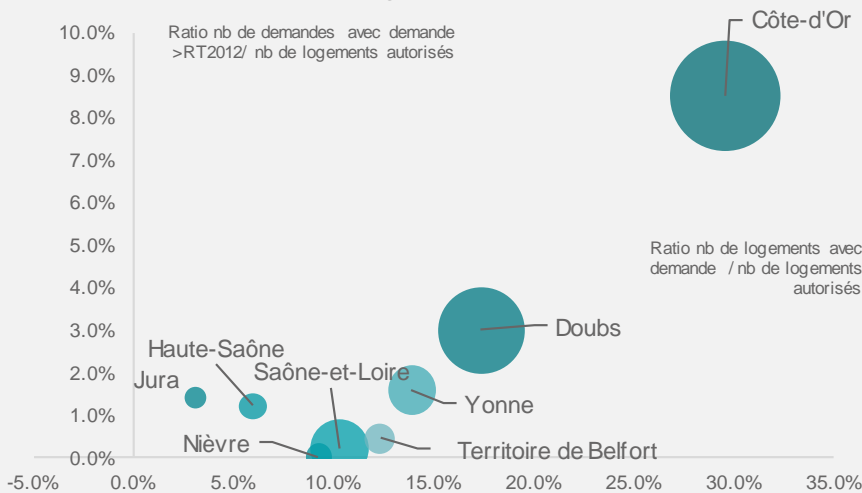
Les labellisations énergétiques se font de plus en plus rares en Bourgogne-Franche-Comté (734 en 2018). Celles-ci sont majoritairement composées de labels « RT2012-10% » et sont principalement situées en Côte-d'Or et dans le Doubs.

6% des logements neufs construits en 2018 ont été labellisés (-1 pt)

Sur une longue période, la Bourgogne-Franche-Comté se place au septième rang des régions ayant le taux de labellisation le plus élevé derrière l'Île-de-France et les Hauts-de-France.

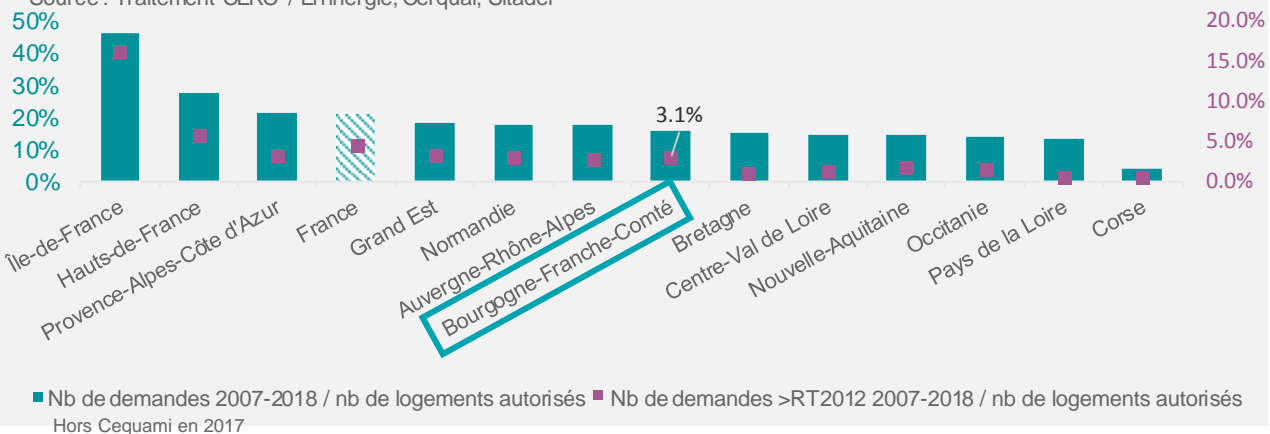
Bilan des demandes de labellisations énergétiques de logements en Bourgogne-Franche-Comté de 2007 à 2018

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / Effinergie, Cerqual, Sitadel

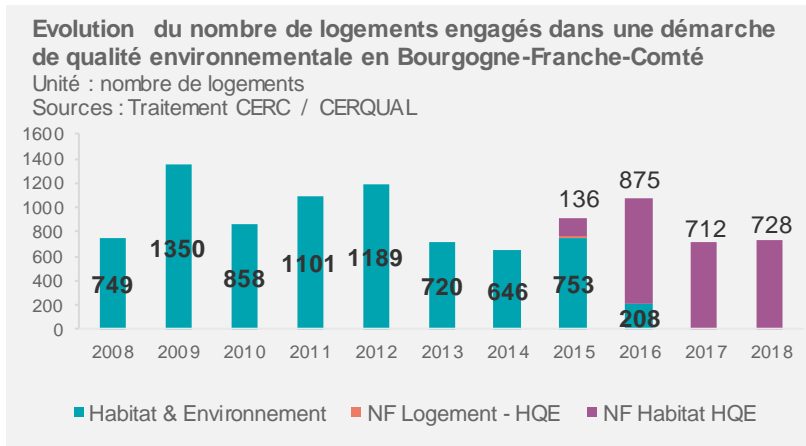


Bilan des demandes de labellisations énergétiques 2007-2018 dans les logements en France

Unité : ratio nombre de logements
Source : Traitement CERC / Effinergie, Cerqual, Sitadel



Stabilisation des démarches de qualité environnementale

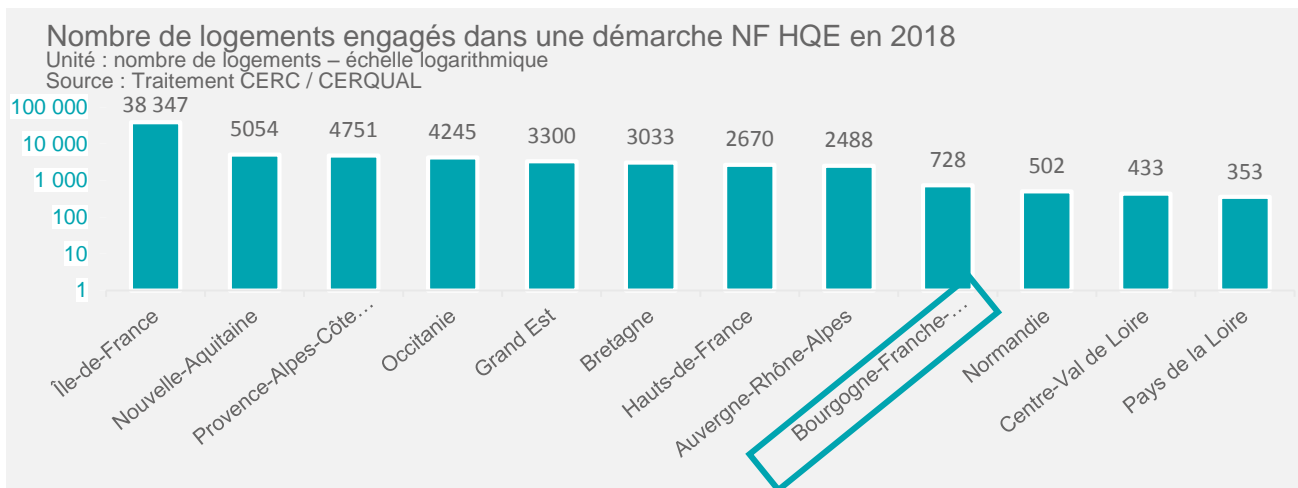


Nombre de logements engagés dans une démarche de qualité environnementale en 2018 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
728	67 358
+2%	+8%

Stabilisation des démarches de qualité environnemental des logements neufs

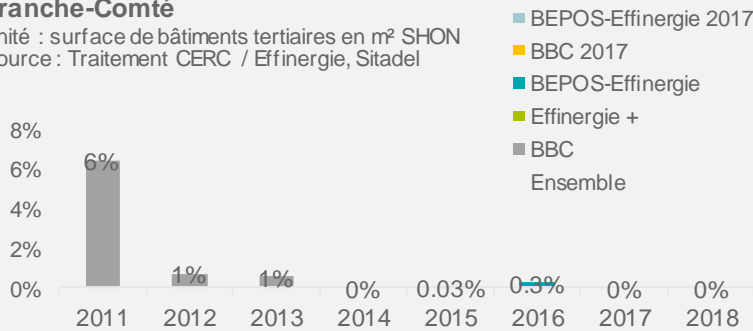
Avec un peu plus de 700 logements engagés dans une démarche de qualité environnementale, l'année 2018 connaît une période de stabilité. Le nombre de logements concernés reste faible au regard des logements mis en chantiers.



Aucune labellisation dans le tertiaire en 2018

Demandes de labellisation énergétique de bâtiments tertiaires rapportées aux autorisations en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON
Source : Traitement CERC / Effinergie, Sitadel

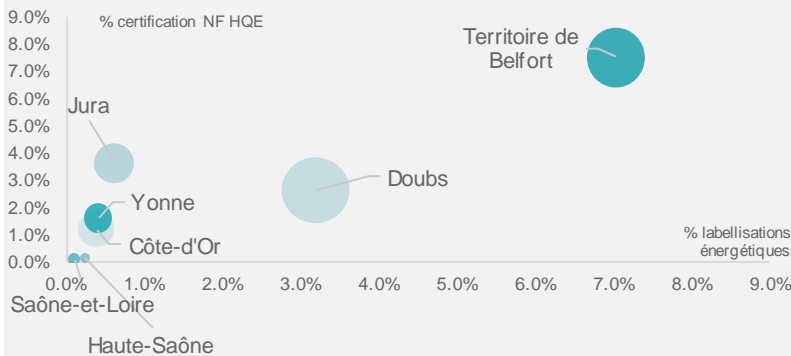


Surface de bâtiments tertiaires avec demande de labellisation 2007-2018 par rapport à la surface autorisée

	Bourgogne-Franche-Comté	France
Labellisations énergétiques	1.2%	4.4%
Certifications NF HQE	1.7%	6.2%

Surfaces de bâtiments tertiaires avec demande de labellisation énergétique et de certification environnementale NF HQE vs surface autorisée 2007-2018 en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON
Source : Traitement CERC / Effinergie, Certivea, Sitadel



En cumul, la Bourgogne-Franche-Comté se place à l'avant dernier rang en termes de labellisation de bâtiments tertiaires devant la Corse.

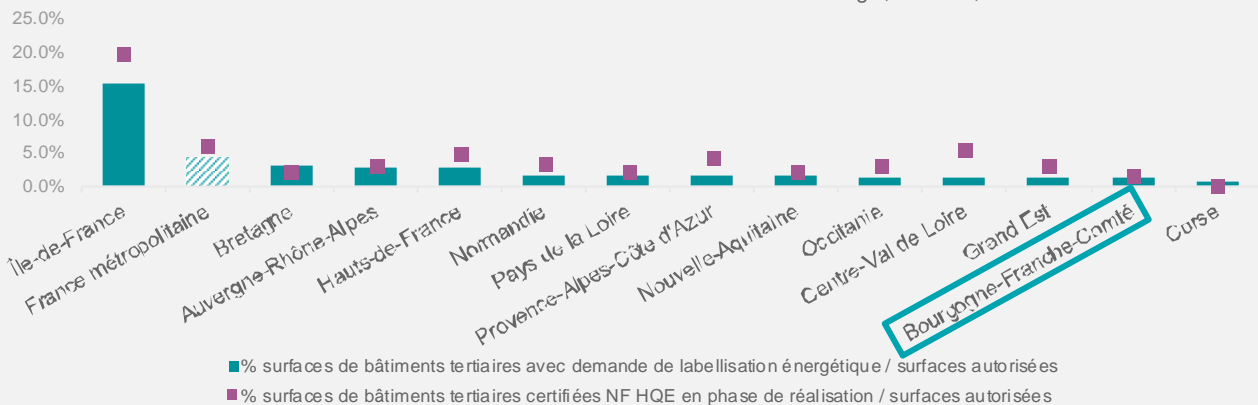
Aucune labellisation dans le tertiaire en 2018

L'Île-de-France concentre la majorité des labellisations recensées.

Sur une longue période et au niveau départemental, seuls le Territoire de Belfort et le Doubs connaissent une part de labellisation significative.

Surface de bâtiments tertiaires avec demande de labellisation énergétique et de certification environnementale NF HQE vs la surface autorisée 2007 - 2018 en France

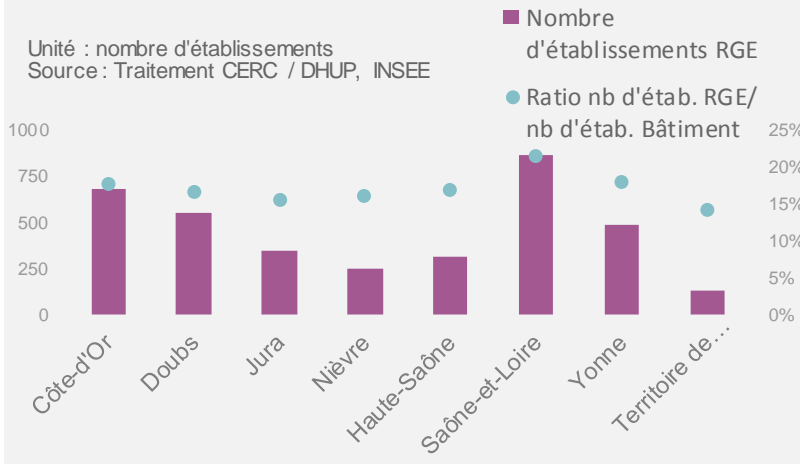
Unité : surface de bâtiments tertiaires en m² SHON -Source : Traitement CERC / Effinergie, Certivea, Sitadel



Une couverture en établissements RGE importante et uniforme

Nombre d'établissements RGE en Bourgogne-Franche-Comté à fin 2018

Unité : nombre d'établissements
Source : Traitement CERC / DHUP, INSEE



Ratio du nombre d'établissements RGE sur les établissements Bâtiment à fin 2018

Bourgogne-Franche-Comté	France
17.8%	10.0%

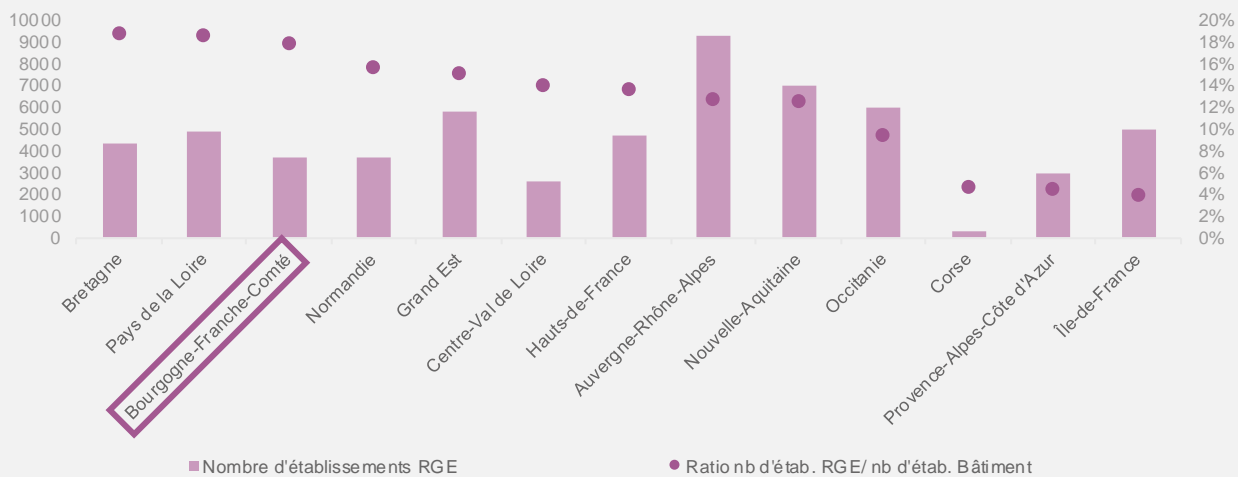
La Bourgogne-Franche-Comté reste une des régions où la labellisation RGE est la plus fréquente (3^{ème} rang national)

Plus d'une entreprise sur six labellisée en région

Tous les départements connaissent des taux de labellisation supérieurs à la moyenne nationale, la Saône-et-Loire étant le département le plus représenté tant en valeur brute qu'en taux de labellisation.

Nombre d'établissements RGE et ratio par rapport au nombre d'établissements Bâtiment en France à fin 2018

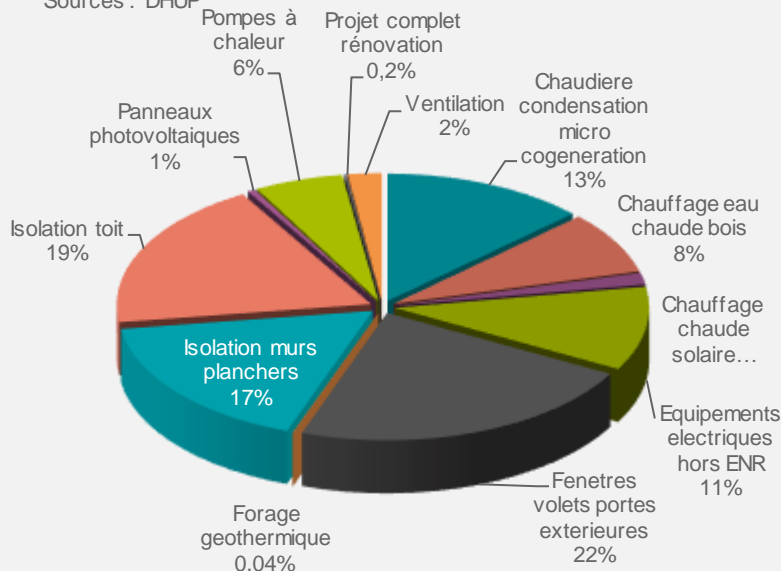
Unité : nombre d'établissements Source : Traitement CERC / DHUP, INSEE



Adéquation de l'offre à la demande chez les professionnels RGE

Répartition des domaines de travaux à fin décembre 2018

Unité : domaine de travaux
Sources : DHUP



Nombre d'établissements RGE à fin 2018 (Evol. 12 mois)

Bourgogne-Franche-Comté	France
3 623	60 143
-9,9%	-8,2%

Le nombre d'établissements RGE est en recul en Bourgogne-Franche-Comté avec 3 623 établissements labellisés à fin 2018 (-7,8% sur 12 mois), recul dû au non-renouvellement par certaines entreprises

Une offre en retrait mais adaptée en région

La répartition des signes RGE ci-contre est très similaire aux actions réalisées dans le cadre du CITE et dénote d'une bonne adaptation de l'offre à la demande.

Signes RGE en Bourgogne-Franche-Comté par année (Evol. 1 an)

Unité : nombre de signes

Source : CERC/Qualibat, Qualit'EnR, Cequami, Certibat, Qualifelec

Energies renouvelables

	2017	2018	
Qualisol	107	110	→
Qualibois	585	597	→
QualiPV	40	45	▲
Qualipac	302	322	▲
Qualiforage	2	5	▲▲
Qualibat - Mention ENR	227	242	▲
Qualifelec - mention PV	3	2	→

Efficacité énergétique

	2017	2018	
ECO-artisans	964	841	▼
Pro de la performance énergétique	73	55	▼
Qualibat mention EE	4 225	4 197	→
Certibat mention RE	2	2	→
Qualifelec mention EE	29	23	▼

Offre globale

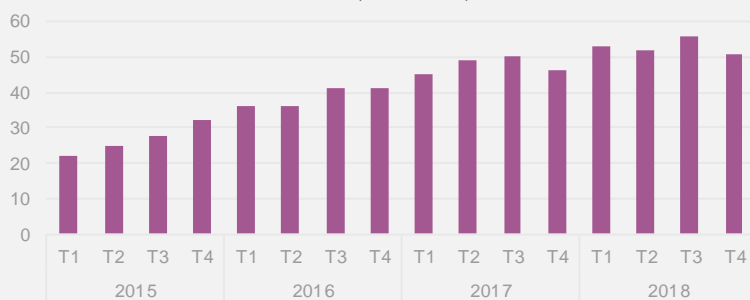
	2017	2018	
Qualibat Offre Globale	5	6	→
NF-NFHOE Maison rénove	11	12	→

Stabilité des signes RGE pour les maîtres d'œuvre

Evolution du nombre de bureaux d'études/économistes RGE en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : nombre d'établissements

Source : Traitement CERC / Certivea, OPQTECC, OPQIBI



Nombre de bureaux d'études/économistes RGE à fin T4 2018 (Evol. 1 trim.)

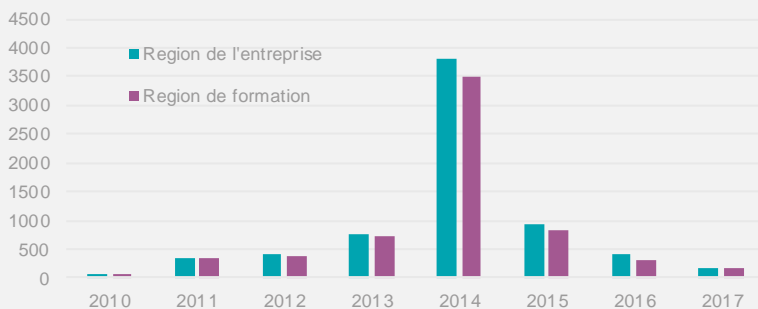
Bourgogne-Franche-Comté	France
51	1 493
-8,9%	=

Pic de la formation FEEBAT en 2014

Nombre de stagiaires FEEBAT en Bourgogne-Franche-Comté

Unité : nombre de stagiaires

Source : Traitement CERC / FEEBAT



Stagiaires FEEBAT en 2017 (Evol. 1 an)

Bourgogne-Franche-Comté	France
165	3 968
-48.8%	-50.9%

Dénombrement selon la région de formation

CITE : Crédit d'Impôt Transition Énergétique (anciennement Crédit d'Impôt Développement Durable), ce dispositif propose une aide financière sous la forme d'un crédit d'impôt aux propriétaires occupants et aux locataires réalisant des travaux de rénovation énergétique dans leur résidence principale.

Éco-PTZ : Éco-Prêt à Taux Zéro, sous la forme d'un prêt à taux nul aidé par l'État et accordé par les banques, ce dispositif est destiné aux propriétaires occupants et aux locataires réalisant un bouquet d'action de travaux de rénovation énergétique dans leur résidence principale.

Habiter Mieux : Programme piloté par l'ANAH permettant aux ménages modestes et aux propriétaires bailleurs de réaliser des travaux de rénovation énergétique en prenant en charge une partie du montant des travaux (35 à 50%) et en fournissant un accompagnement personnalisé.

Éco-PLS : Éco-Prêt Logement Social, principal dispositif incitatif à destination de la rénovation énergétique du parc social permettant aux bailleurs sociaux de bénéficier d'un prêt à des taux avantageux pour financer des travaux de rénovation énergétique.

BBC : Bâtiment Basse Consommation, label visant à identifier les bâtiments neufs avec des besoins énergétiques inférieurs à 50 kWh d'énergie primaire par m² et par an. Ce label n'est plus délivrable pour les permis de construire déposés après le 31 décembre 2012.

Effinergie + : Label mis en place par Effinergie après l'entrée en application de la RT2012 certifiant notamment la mobilisation des occupants sur les consommations d'énergie, des consommations d'énergie plus faibles (<40kWh/m²/an) et le développement de la production locale d'énergie renouvelable.

BEPOS - Effinergie : Bâtiment Énergie POSitive, label applicable aux bâtiments produisant plus d'énergie qu'ils n'en consomment.

RT2012 : Réglementation Thermique 2012, appliquée aux bâtiments dont le permis de construire a été déposé après le 31 décembre 2012 (28 octobre 2011 pour certains types de locaux ou d'habitations). Cette réglementation reprend notamment le niveau maximum de consommation d'énergie du label BBC.

Cerqual H&E : Habitat et Environnement, certification assurant notamment une consommation d'énergie, une consommation d'eau moins importante et une bonne qualité de l'air intérieur.

Cerqual NFHQE : Norme Française Haute Qualité Environnementale, certification relativement similaire à la certification Habitat et Environnement assurant un respect de l'environnement global.

RGE : Reconnu Garant de l'Environnement, marque destinée aux entreprises permettant à leurs clients de bénéficier du CITE. Cette marque est déclinée en plusieurs signes correspondant aux différents domaines de travaux.

FEEBAT : Le dispositif FEE Bat consiste à proposer des modules de formations aux économies d'énergie dans la rénovation thermique des logements, bénéficiant de conditions financières avantageuses grâce à un apport financier d'EDF, via les Certificats d'économie d'énergie. Ils sont dispensés sur l'ensemble du territoire par des organismes de formation habilités.

Euros courants : Par opposition aux euros constants, l'impact de l'évolution des prix n'a pas été corrigé pour les indicateurs en euros courants.

AVEC LE CONCOURS DES MEMBRES DE LA CERC BFC



L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT
DE *Bourgogne-Franche-Comté*



ET DES MEMBRES DU GIE RÉSEAU DES CERC :



CERC BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Valparc, rue de Franche-Comté

25480 ECOLE-VALENTIN

tél. : 03 81 47 27 71 | e-mail : cercbfc@gmail.com

site national : www.cerc-actu.com

